

# Flash

**Juin 2026**

Optimum Vie est une société d'assurance française membre du Groupe Optimum, un groupe financier diversifié privé canadien ayant des activités au Canada, aux États-Unis et en France.

Voici les rubriques de votre *Flash* de juin :

1. Retenez ces dates : 15 et 16 septembre 2026 - Les Journées du Courtage
2. Évolution du code APE : vérifiez votre futur code dès maintenant (source : URSSAF)
3. Banque de France : quelles perspectives pour l'économie française ? (mai 2026)
4. Vie Sociétale – Héritage : 52 % des Français envisagent de sauter une génération (source : Prévissima)
5. Qualité de l'eau : un taux de pollution qui reste préoccupant (source : Vie publique)
6. Rapport spécial 04/2026 : Matières premières critiques pour la transition énergétique – Une politique d'une solidité relative (source : Cour des comptes européenne)
7. Santé – IMPULSION, le programme pilote de dépistage des cancers du poumon en France (sources : INCA-Institut National du Cancer & Ameli)
8. Optimum Gestion Financière – Résilience des marchés face à un environnement incertain

## Retenez ces dates : 15 et 16 septembre 2026 - Les Journées du Courtage

Comme chaque année Optimum Assurance Vie sera présente lors de cet incontournable rendez-vous des professionnels de l'assurance, et nous aurons plaisir à vous rencontrer sur notre **stand n° P27 (hall Paris)**.

Cet événement rassemble quelques 180 exposants (compagnies d'assurance, mutuelles, courtiers, grossistes, prestataires divers, assuretechs...) et pas moins de 10 000 visiteurs sur 2 jours.



 **LES JOURNÉES DU COURTAGÉ**  
PARIS

**15 & 16 SEPTEMBRE 2026**  
Palais des Congrès - Paris

L'évènement leader en France dédié à la distribution de produits d'assurance

The banner features a stylized city skyline of Paris in shades of purple, orange, and blue, with the Eiffel Tower prominently in the center.

# Évolution du code APE : vérifiez votre futur code dès maintenant

(source : URSSAF)

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, le code APE évolue pour l'ensemble des entreprises inscrites au répertoire Sirene, géré par l'Insee.

Dans le cadre de la mise à jour de la nomenclature d'activités française (NAF), un nouveau code APE (activité principale exercée) sera attribué à votre entreprise.

Pour vous préparer à cette évolution, nous vous invitons à consulter dès maintenant votre futur code APE. Il vous suffit de renseigner votre numéro Siren sur le site [sirene.gouv.fr](https://sirene.gouv.fr).

Cette vérification vous permet de vous assurer que le code attribué correspond bien à l'activité principale exercée par votre entreprise.

Si le futur code APE ne reflète pas correctement votre activité principale, un formulaire en ligne est disponible sur le site afin de signaler une évolution ou une modification de votre activité.

## Bon à savoir

Le code APE correspond à l'activité principale exercée (APE) par votre entreprise ou l'un de ses établissements. Il est déterminé par l'Insee en référence à la nomenclature d'activités française (NAF) en vigueur.

Évolution du code APE : vérifiez votre futur code dès maintenant | [Urssaf.fr](https://urssaf.fr)



## Banque de France : quelles perspectives pour l'économie française ? (mai 2026)

La Banque de France dresse le bilan de l'activité économique française depuis 15 ans tout en anticipant les défis actuels et à venir. Elle établit notamment trois scénarios possibles sur les conséquences économiques du conflit au Moyen-Orient en lien avec le blocage du détroit d'Ormuz et propose des pistes d'amélioration des finances publiques.

Publiée le 4 mai 2026, la lettre de la Banque de France au président de la République constate que, depuis 2010, la France affiche une performance économique intermédiaire, proche de la moyenne des pays de la zone euro. Toutefois, la situation française se caractérise en partie par des transferts budgétaires et sociaux qui ont contribué en partie à la dégradation des finances publiques, la France ayant les dépenses publiques et le déficit « quasiment » les plus élevés de la zone euro.

### Les conséquences du conflit au Moyen-Orient

Selon la Banque de France, un cessez-le-feu durable ou une paix solide n'entraîneraient pas la réouverture immédiate du détroit d'Ormuz (il faudrait plusieurs semaines). Le retour à la pleine capacité des productions de pétrole



nécessiterait plusieurs mois voire plusieurs années pour le gaz en provenance du Qatar. La situation avant le blocage du détroit permettait d'entrevoir des prévisions de croissance à la hausse pour la France. Les chiffres publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) pour le premier trimestre 2026 font état déjà d'une croissance quasi nulle pour l'économie française au premier trimestre 2026. Cette stagnation est due en grande partie à la baisse des exportations, (-3,8 %). Parallèlement, l'inflation en avril 2026 est remontée à 2,5 %.

La France devrait toutefois garder une croissance annuelle ralentie mais positive et éviter la récession, pour les années 2026 à 2028.

# Banque de France : quelles perspectives pour l'économie française ? (mai 2026) (suite)

À plus long terme, la Banque de France préconise cependant :

- de ramener le déficit à 3% du PIB en 2029 en stabilisant le total des dépenses publiques (État, collectivités locales, protection sociale) sur la période 2025-2029 ;
- d'améliorer l'organisation de la solidarité générationnelle, la Banque de France estimant que les arbitrages collectifs ont été en faveur des seniors au détriment de la jeunesse qui subit la crise du logement, le changement climatique ou encore le financement par le déficit ;
- d'augmenter la productivité horaire, même si celle-ci est élevée par rapport aux autres pays de l'Union européenne (UE) et de relever un certain nombre de défis en matière de système éducatif, de recherche, d'innovation et d'intelligence artificielle.

## Quel bilan par rapport aux autres économies de la zone euro ?

Sur 15 ans, la croissance annuelle française a été en moyenne de 1,1 % contre 1,2 % en zone euro mais le PIB par habitant y a augmenté moins. Le pouvoir d'achat en France a augmenté de 0,7 %, ce qui le situe au même niveau que celui des pays de la zone euro. Le revenu disponible moyen est en hausse de 12 % en cumulé sur la période 2010-2025, le situant dans la moyenne européenne. La France enregistre aussi une baisse du chômage sur la période et contient l'inflation à 1,9 % en moyenne depuis 2010.



Concernant le secteur productif, le pays s'est orienté vers une forte part de services marchands, avec une baisse régulière de l'industrie. Le poids des grandes entreprises présentes à l'international est important, en comparaison d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie. Globalement, la situation financière des entreprises est relativement stable. La France a, depuis 2019, gagné 9% de compétitivité-coût par rapport à l'Allemagne et 5 % par rapport à la moyenne de la zone euro. Selon la Banque de France, la principale difficulté vient de l'état des finances publiques, l'endettement ayant atteint un point très élevé.

[Les perspectives de l'économie française selon la Banque de France | Vie publique](#)

## Vie Sociétale

# Héritage : 52 % des Français envisagent de sauter une génération (source : Prévissima)

Alors que la transmission de patrimoine des baby-boomers va progressivement redessiner les flux successoraux, une étude vient scruter la transmission du patrimoine des Français sous le prisme démographique. Avec plusieurs surprises à la clé.

## L'héritage au défi de la démographie

Le constat de départ est mathématique. Avec l'allongement de l'espérance de vie, l'âge moyen auquel on hérite ne cesse de reculer. On devient souvent héritier à l'aube de la retraite, à un moment où les besoins financiers sont moins pressants. À l'inverse, les jeunes générations, confrontées à l'envolée des prix de l'immobilier et à la précarité du marché de l'emploi, ont un besoin immédiat de capital pour construire leur vie.



Or, selon une étude de BPCE L'Observatoire réalisée auprès de 2 000 Français, les retraités détiendraient une partie des clés de la sérénité financière de leurs successeurs. Car les chiffres parlent d'eux-mêmes : les pensionnés détiennent aujourd'hui 41 % du patrimoine net en France. Face à cette concentration des richesses chez les seniors, la solidarité familiale s'organise donc... et se modifie en profondeur.

# Héritage : 52 % des Français envisagent de sauter une génération

(source : Prévissima) (suite)



## 50 % des Français prêts à sauter une génération

Plus d'un Français sur deux (52 %) envisage ainsi de « passer son tour » pour permettre à ses enfants de bénéficier d'un coup de pouce financier au moment où ils en ont le plus besoin, plutôt que d'attendre deux décennies supplémentaires. « *L'héritage, bien que perçu comme fiscalement lourd, joue un rôle crucial dans la préservation du patrimoine familial et la sécurisation de l'avenir des proches, une prise de conscience qui s'accroît avec l'âge* », note encore BPCE L'Observatoire.

## Les trois piliers du renoncement

Pourquoi une telle décision, qui peut paraître radicale ? L'étude identifie trois motivations principales :

**La protection de la descendance** : Pour 32 % des sondés, l'objectif est de sécuriser l'avenir des enfants face aux aléas économiques.

**L'optimisation fiscale** : 31 % voient dans le saut générationnel un moyen de réduire les droits de succession globaux en évitant que le patrimoine ne soit taxé deux fois (une fois lors de la transmission aux parents, puis une seconde fois vers les petits-enfants).

**La paix familiale** : Pour 30 %, anticiper et clarifier les flux financiers permet d'éviter les tensions futures.

Du côté des dispositifs utilisés, l'assurance-vie reste l'outil privilégié (plébiscité par 31 % des sondés). Viennent ensuite la donation-partage et le démembrement (22 %), puis le don familial (11 %).

Héritage : 52 % des Français envisagent de sauter une génération | Prévissima

# Qualité de l'eau : un taux de pollution qui reste préoccupant

(source : Vie publique)

Une étude de mars 2026 sur la qualité des eaux superficielles et souterraines en France montre un niveau de pollution toujours préoccupant malgré une augmentation de 3% par an entre 2016 et 2023 des moyens financiers pour assurer la qualité de la ressource. Une partie de cette pollution est liée à des substances interdites depuis des années.

Le Service des données et des études statistiques (SDES) de l'énergie, des transports, du logement et de l'environnement a publié, le 4 mars 2026, un état des connaissances 2025 concernant la qualité des eaux souterraines et de surface. Mis à part un recul du phosphore et des phosphates, les autres polluants restent largement présents. L'étude attire l'attention sur la réduction du patrimoine de points de captages d'eau potable sur le territoire.

## Un taux persistant de pollution par les pesticides

Dans presque la moitié des masses d'eau souterraines, le seuil de qualité de 0,5 µg/l de taux de pesticide est dépassé.

Dans les bassins hydrographiques, la situation est disparate pour les eaux de surface avec une présence de pesticides à des taux critiques dans certains bassins (Artois-Picardie, Seine-Normandie), modérée mais non négligeable dans d'autres (Rhin-Meuse), faible en Rhône-Méditerranée-Corse.



Le taux moyen de nitrates dans les eaux de surface reste stable sur 20 ans (autour de 3 milligrammes d'azote par litre), les valeurs les plus élevées étant notamment en Bretagne et en Normandie.

Dans les eaux souterraines où se concentrent le plus les polluants, après une forte augmentation jusqu'en 2013, les taux de nitrates se stabilisent en moyenne autour de 29 milligrammes par litre.

Les principaux dépassements de normes sont liés à la présence de substances interdites depuis de nombreuses années ou de leurs métabolites, note l'étude.

# Qualité de l'eau : un taux de pollution qui reste préoccupant

(source : Vie publique) (suite)



## Un taux de pollution plus élevé dans les régions de grandes cultures

Les régions les plus affectées par la présence de pesticides ou de nitrates dans les cours d'eau ou les eaux souterraines se situent dans la moitié nord de l'hexagone, en particulier

dans les zones de grandes cultures (Beauce, Berry) mais aussi en Bretagne et en Normandie.

En Outre-mer, la situation est disparate d'un département à l'autre. Les territoires les plus agricoles sont ceux où les taux de pollution de la ressource en eau sont les plus élevés (80 % à 100 % des bassins en situation critique en Guadeloupe et Martinique contre 0 à 20 % des bassins aquatiques en Guyane, à La Réunion, ou à Mayotte).

L'étude attire l'attention sur la réduction du patrimoine de sites de captage d'eau potable (14 640 sites fermés sur le territoire hexagonal de 1980 à 2025), en partie pour des raisons de présence excessive de pesticides ou de nitrates (31,9 % des situations), même si les fermetures sont aussi liées à d'autres raisons (rationalisation des réseaux, vétusté des installations, problèmes de débit...). Le territoire compte aujourd'hui 37 788 captages actifs, pour la plupart en eaux souterraines.

Qualité de l'eau : un taux de pollution qui reste préoccupant | [vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

# Rapport spécial 04/2026 : Matières premières critiques pour la transition énergétique – Une politique d'une solidité relative

(source : Cour des comptes européenne)

Pour réussir sa transition énergétique, l'UE a besoin de quantités de matières premières critiques toujours plus importantes.

Nous avons évalué les mesures prises pour sécuriser leur approvisionnement, comme la diversification des importations, l'augmentation de la production intérieure et l'amélioration de la gestion des ressources. Nous avons constaté que l'Union était confrontée à tout un éventail de problèmes. Bien que la législation définisse une ligne d'action stratégique, ses objectifs ne sont pas suffisamment motivés. La diversification des importations ne s'est pas traduite par des résultats tangibles, tandis que des goulets d'étranglement font obstacle à la production et au recyclage.

Malgré une procédure d'autorisation accélérée, de nombreux projets stratégiques ont peu de chances de mener à une sécurisation de l'approvisionnement à l'horizon 2030. Nous recommandons à la Commission de renforcer les fondements de la politique de l'UE sur les matières premières critiques, de veiller à ce que les efforts de diversification des importations donnent lieu à une sécurité accrue de l'approvisionnement, de s'attaquer aux difficultés de financement, de gérer les ressources de manière plus durable et d'accroître la valeur ajoutée des projets stratégiques.



## Pourquoi ce thème est-il important ?

- 1 L'UE s'est fixé des objectifs ambitieux en matière d'énergie et de climat, puisqu'elle s'est engagée à parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050 et à produire au moins 42,5 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. Cette transition verte suppose le déploiement à grande échelle de technologies liées aux énergies renouvelables telles que les éoliennes, les batteries et les panneaux solaires.

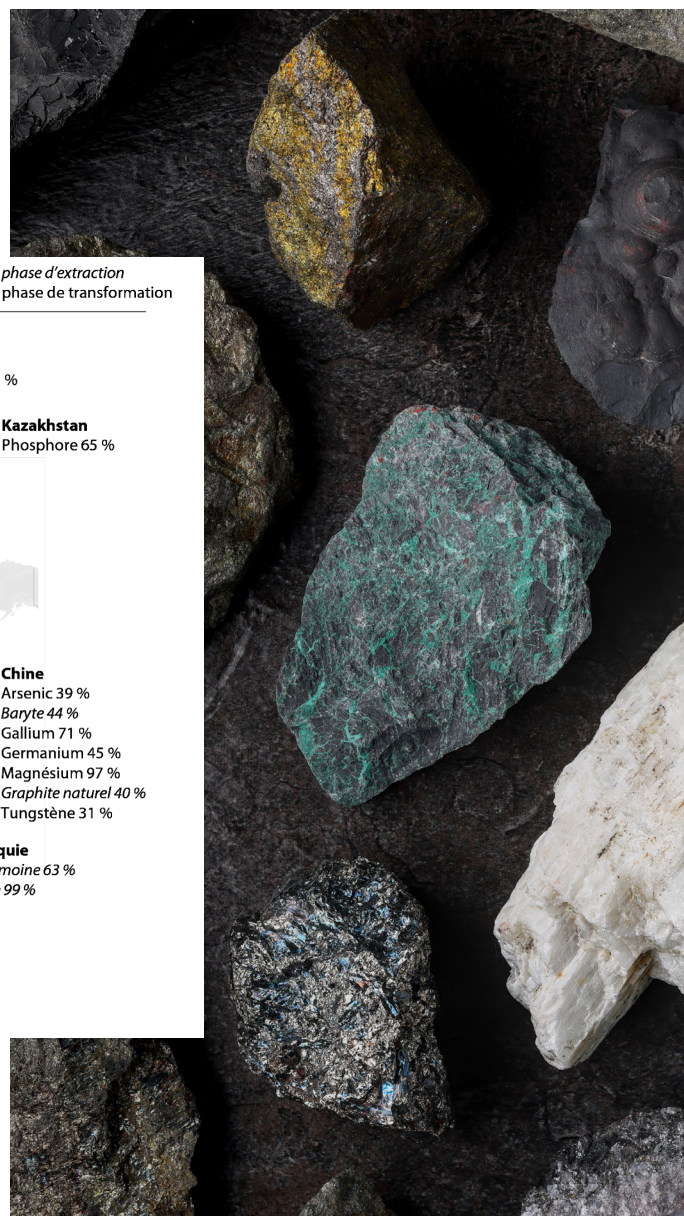
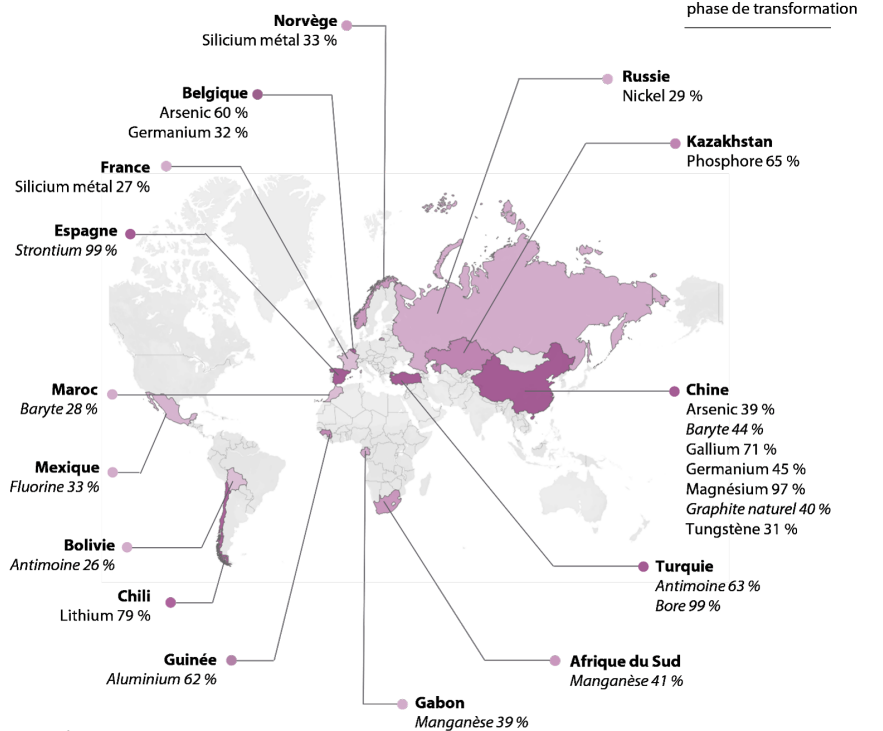
# Rapport spécial 04/2026 : Matières premières critiques pour la transition énergétique – Une politique d’une solidité relative

(source : Cour des comptes européenne) (suite)

- Toutes ces technologies nécessitent des matières premières critiques – telles que le lithium, le nickel, le cobalt, le cuivre et les terres rares –, dont la consommation devrait dès lors connaître une hausse spectaculaire. En conséquence, garantir la sécurité de l’approvisionnement en matières critiques est devenu un objectif clé de la politique énergétique et industrielle de l’UE.
- La demande de matières premières critiques peut être satisfaite par les importations, la production intérieure et une gestion plus durable des ressources. La plupart des minéraux nécessaires sont extraits et transformés en dehors de l’UE, et l’approvisionnement est souvent concentré dans une poignée de pays tiers, voire dans un seul (voir **figure 1**). À titre d’exemple, la Chine fournit 97 % du magnésium de l’Union (utilisé dans les électrolyseurs produisant de l’hydrogène) et la Turquie, 99 % de son bore (utilisé dans les panneaux solaires). Cette situation compromet l’autonomie stratégique des Vingt-Sept et montre à quel point il est nécessaire d’accroître la production intérieure et d’exploiter les ressources de manière plus efficace.
- Ces dernières années, l’UE a pris un certain nombre de mesures pour accroître la sécurité de l’approvisionnement en matières critiques, notamment l’adoption du plan d’action sur les matières premières critiques et celle du règlement sur les matières premières critiques. Dans le présent rapport, nous examinons les résultats de ces efforts, tout en apportant une contribution aux débats stratégiques dans la perspective de l’échéance de 2030 ainsi qu’à la mise en œuvre dudit règlement, qui se poursuit actuellement dans les États membres et au niveau de la Commission.

La suite de cet article en 104 points + annexes avec le lien ci-après : [Rapport spécial 04/2026: Matières premières critiques pour la transition énergétique | European Court of Auditors](#)

**Figure 1 | Principaux pays fournissant à l’UE certaines matières premières critiques**



Remarque : Le graphique montre les principaux pays fournissant à eux seuls plus de 25 % de 18 des 26 matières premières critiques importantes pour la transition énergétique de l’UE (2016-2020).

Source : Cour des comptes européenne, sur la base d’informations transmises par la Commission.

## IMPULSION, le programme pilote de dépistage des cancers du poumon en France (sources : INCA-Institut National du Cancer & Ameli)



L'Institut national du cancer met en place un programme pilote de dépistage des cancers du poumon nommé "IMPULSION" (IMPlémentation du dépistage du cancer PULmonaire en populatIOn). Il vise à détecter les cancers du poumon à un stade précoce et à promouvoir l'arrêt du tabac dans la population cible.

### L'essentiel sur le programme pilote IMPULSION

En janvier 2025, l'Institut national du cancer a annoncé la mise en place d'un programme pilote de dépistage des cancers du poumon nommé IMPULSION. Ce projet de recherche est coordonné conjointement par le Pr Marie-Pierre Revel (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris) et le Pr Sébastien Couraud (Hospices Civils de Lyon).

Le projet IMPULSION a pour principaux objectifs de répondre aux points soulevés par la HAS dans son avis et d'évaluer les conditions optimales pour le déploiement d'un programme de dépistage organisé en France, en veillant à s'adapter aux spécificités du territoire. Il proposera ainsi

plusieurs modalités d'invitation des personnes et portera une attention particulière aux populations les plus précaires et les plus isolées, avec des actions « d'aller vers ».

L'année 2025 va être essentiellement une année préparatoire. Les premières inclusions devraient débuter fin 2025 : 20 000 participants volontaires seront recrutés sur une période de 18 à 24 mois. Il s'agira de personnes de 50 à 74 ans, fumeurs et ex-fumeurs (sevrés depuis moins de 15 ans), avec, par exemple, une consommation tabagique cumulée d'au moins 20 paquets année.

Le dépistage reposera sur la réalisation d'un scanner thoracique à faible dose. Les participants seront appelés à réaliser deux scanners à un an d'intervalle, puis tous les deux ans. En complément, le programme prévoit pour les fumeurs un accompagnement à l'arrêt du tabac. Combiner dépistage et arrêt du tabac permet de réduire de 38 % le risque de décès par cancer du poumon (étude NLST).

### IMPULSION, le programme pilote de dépistage des cancers du poumon en France

- Pourquoi un programme de dépistage ?
- En quoi consiste le programme IMPULSION ?
- Qui peut participer au programme de dépistage du cancer du poumon ?
- Comment participer au programme IMPULSION ?

La réponse à ces questions avec le lien suivant :

[IMPULSION : le programme pilote de dépistage des cancers du poumon | ameli.fr | Assuré](#)



# Optimum Gestion Financière - Résilience des marchés face à un environnement incertain

## Enlèvement au Moyen Orient

La signature d'un protocole d'accord de 60 jours entre les États-Unis et l'Iran, couvrant la réouverture du détroit d'Ormuz et la prolongation du cessez-le-feu, n'a pas abouti. Les négociations butent sur le programme nucléaire iranien, des avoirs iraniens gelés et le rôle du *Hezbollah*. De surcroît, les tensions se sont ravivées avec des frappes américaines contre des installations militaires iraniennes et après la destruction d'un hélicoptère américain. Toutefois, le Brent a perdu 16 % depuis mai<sup>1</sup>, ce qui signifie que la détente est largement intégrée dans les cours. S'il se confirme, ce reflux des prix de l'énergie serait favorable pour les marchés financiers.

## Des performances portées par les actions

Malgré cet environnement contrasté, les marchés financiers poursuivent leur rebond depuis leurs points bas de mars. Les actions américaines, portées par la mégatendance de l'IA, mènent la course devant le Canada et l'Europe, moins exposés à cette thématique. Nous avons continué à alléger graduellement notre exposition au secteur technologique, dans une optique de gestion du risque. Simultanément, nous avons renforcé notre exposition au secteur financier, corrélé positivement à la hausse des taux d'intérêt. À l'inverse, la remontée de l'inflation et les anticipations de resserrement monétaire pèsent sur la performance des obligations.

Performances nettes de frais de gestion (%)	2026	2025
Profil Prudence	2,2	-1,2
Profil Équilibré	3,1	-2,2
Profil Diversifié	3,7	-3,5
Profil Dynamique	5,4	-4,1
Optimum Actions	2,8	-8,3
Optimum Actions Internationales	8,2	-0,1
Optimum Actions Canada (R)	1,8	-0,8
Optimum Patrimoine	3,7	-3,5
Optimum Obligations	-0,1	1,1

Au 5 juin 2026

## Une conjoncture atone conjuguée au retour de l'inflation

Le contexte géopolitique incertain et le blocage du détroit d'Ormuz pénalisent l'activité du secteur privé en Europe. Ainsi, la *Banque de France* prévoit d'abaisser sa prévision de croissance pour la France en 2026. L'objectif de +0,9 % annoncé en mars n'est plus considéré comme atteignable. Les marchés se sont déjà ajustés et anticipent +0,7 %, légèrement mieux que l'Allemagne et l'Italie. De même, les perspectives allemandes s'assombrissent avec le plan de relance allemand de 500 Mds€ qui peine à se concrétiser. Motif d'espoir, la péninsule Ibérique, qui se maintient en zone d'expansion, tire la

Les informations contenues dans ce document ne constituent pas une offre d'achat, de vente, de souscription ou de services financiers, ni une sollicitation d'une offre d'achat de quelques produits d'investissement que ce soit. Tout investissement comporte des risques. Ce document ne tient pas compte des circonstances particulières propres à tout destinataire individuel auquel cette communication a été envoyée et ne doit pas être invoqué pour prendre une décision d'investissement. Chaque personne est invitée à lire le prospectus du fonds d'investissement envisagé avant toute décision d'investissement.

### OPTIMUM VIE S.A.

94, rue de Courcelles  
75008 Paris, France  
+ 33 1 44 15 81 81

OPTIMUM.

Assurance

Réassurance vie

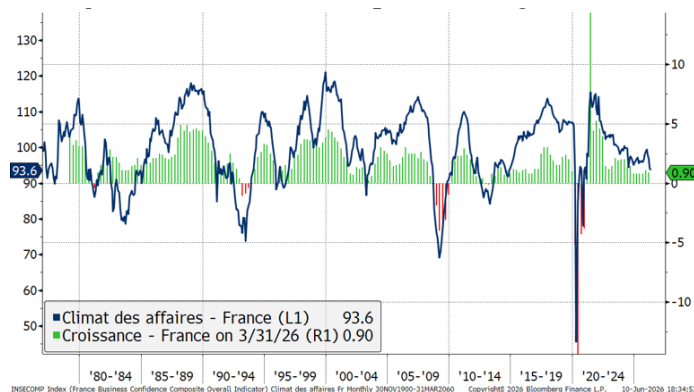
Actuariat conseil

Gestion d'actifs

® Marque de commerce de Groupe Optimum inc. utilisée sous licence.

croissance de la zone euro. En conclusion, la croissance de la zone euro sera faible, mais devrait rester positive.

## Perspectives économiques françaises



Source : Bloomberg

Dans le même temps, les prix à la consommation accélèrent légèrement en zone euro à 3,2 % en mai (+0,2 %). Un scénario de stagflation, combinant ralentissement de la croissance et hausse des prix, pourrait se matérialiser. Ce contexte est défavorable pour les obligations, dont le rendement réel s'érode avec l'inflation, et pour les actions, pénalisées par la faiblesse de l'activité économique. Toutefois, les investissements massifs dans l'intelligence artificielle continuent de soutenir la croissance et les marchés financiers, notamment aux États-Unis. De plus, la *Banque Centrale Européenne* (« BCE ») apparaît déterminée à contenir les hausses de prix, comme en témoigne la hausse de taux directeur en juin. Les investisseurs anticipent jusqu'à deux hausses supplémentaires d'ici la fin de l'année, ce qui devrait limiter les pressions inflationnistes.

## Canada : un ralentissement modéré, déjà des indicateurs en progrès

Après un 2<sup>e</sup> trimestre consécutif de légère contraction du *Produit intérieur brut*, l'économie canadienne entre en récession technique. Ce ralentissement s'explique principalement par un repli des dépenses publiques et des investissements au bénéfice des entreprises. Toutefois, la baisse de l'activité demeure limitée (seulement -0,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2026) et les perspectives restent encourageantes. D'une part, le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration, avec un taux de chômage en baisse à 6,6 % en mai (contre 6,9 % précédemment). D'autre part, le commerce extérieur profite de la hausse des prix de l'énergie et des exportations de véhicules automobiles. Le Canada a enregistré un excédent commercial de 2,7 Mds\$ CAD en avril, soit son niveau le plus élevé depuis janvier 2025.

<sup>1</sup> Au 11 juin 2026

optimumvie.com  
optimumvie.com/linkedin

